

CCT

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE FIBROCIMENT

CCT DU 10 JUIN 1999

Protocole d'accord national pour les années 1999-2000.

ARTICLE 1er : PREPENSION A PARTIR DE 58 ANS.

Les conventions collectives de travail du 21 décembre 1988 et du 7 mars 1989 (Reg. 23.298) relatives à la prépension conventionnelle, prorogées par les conventions collectives de travail du 17 avril 1991 (Reg. 27.425), du 18 mars 1993 (Reg. 33.272), du 22 mars 1995 (Reg. 37.787) et du 6 juin 1997 (Reg. 44.291), sont prorogées jusqu'au 31 mars 2001 inclus.

ARTICLE 2 : PREPENSION A PARTIR DE 56 ANS AVEC 20 ANS DE TRAVAIL EN EQUIPES AVEC SERVICE DE NUIT, DONT 10 ANS DANS LE SECTEUR

Faisant suite à la convention collective de travail du 22 mars 1995 (Reg. 37.788), relative au protocole d'accord national pour les années 1995-1996, et la convention collective de travail du 6 juin 1997 (Reg. 44.291) relative au protocole d'accord national pour les années 1997-1998, l'âge d'entrée en prépension est abaissé jusqu'à 56 ans pour les **ouvriers/ouvrières** ayant une carrière professionnelle de 33 ans en tant que salarié qui ont travaillé pendant 20 ans en équipes avec service de nuit, dont 10 ans dans le secteur et ceci jusqu'au 31 mars 2001 inclus.

ARTICLE 3 : PREPENSION A MI-TEMPS A PARTIR DE 55 ANS.

Faisant suite à la convention collective de travail du 22 mars 1995 (Reg. 37.788), relative au protocole d'accord national pour les années 1995-1996, qui prévoyait la prépension à temps plein à partir de 55 ans avec une ancienneté de 33 ans, et à la convention collective de travail du 6 juin 1997 (Reg. 44.291) relative au protocole d'accord national pour les années 1997-1998, les **ouvriers/ouvrières** ont la possibilité de prendre leur prépension à mi-temps à partir de 55 ans à condition qu'ils aient une carrière professionnelle de 25 ans en tant que salarié, dont 10 ans dans le secteur, et ceci jusqu'au 31 mars 2001 inclus.

ARTICLE 4: DEPART ANTICIPEE A PARTIR DE 55 ANS

Les **ouvriers/ouvrières** qui sont licenciés pour des raisons économiques ou techniques et qui ont atteint l'âge de 55 ans, bénéficient d'une indemnité de sécurité d'existence extra-légale si :

1. le travailleur a atteint l'âge de 55 ans en date de départ;
2. le travailleur a été exposé au risque professionnel d'amiante, selon les modalités fixées dans les CCT d'entreprise respectives.

Le délai de préavis, qui est d'application dans l'entreprise en cas de licenciement, doit être presté.

Le montant de l'indemnité de sécurité d'existence est fixé selon les modalités prévues dans les CCT d'entreprise respectives.

Au moment du départ, un calcul individuel de l'indemnité de sécurité d'existence complémentaire sera effectué. Cette indemnité ne peut plus être modifiée, sauf quand et comme les allocations sociales sont indexées. L'indemnité complémentaire ne sera attribuée que si l'intéressé a droit à des allocations de chômage et est garanti jusqu'à ce que l'intéressé a obtenu sa pension de retraite et l'indemnité ne peut pas être cumulée avec les indemnités de prépension ou la CCT 46.

Les travailleurs qui sont absents pendant plus d'une année n'entrent pas en ligne de compte pour ce départ, s'ils ne peuvent pas prester pendant le délai de préavis.

Les montants versés sont soumis aux prélèvements fiscaux.

Le coût de cet engagement sera repris dans le coût de la CCT sectorielle du secteur du fibrociment 1999-2000.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

23 -06- 1999

14 -07- 1999

1

01.06.1999

37.400 / cot / 106.03

Les coûts de la poursuite de cet engagement sera également pris en compte dans les CCT d'après 2000, ce qui vaut donc pour les **ouvriers/ouvrières** qui peuvent partir après le 31.12.2000.

Au 1.11.2000 une évaluation sera faite du prix de revient réel par rapport au prix de revient prévu de cette réglementation.

Un solde favorable éventuel sera converti en une augmentation du pouvoir d'achat.

ARTICLE 5 : AMELIORATION DE LA CCT 46

L'indemnité légale en complément des allocations de chômage, qui est attribuée dans le cadre de ladite CCT, est augmentée jusque 5.000 BEF, pas indexée, et ceci durant 60 mois au maximum.

ARTICLE 6 : POUVOIR D'ACHAT

Les salaires horaires sont augmentés de :

1% au 1er juillet 1999

1% au 1er juillet 2000.

S VK réservera 80 % de ce 1 % pour une révision de la classification des salaires et des primes.

ARTICLE 7 : GROUPES A RISQUE

Dans le cadre de la prorogation de l'accord interprofessionnel 1995-1996 et 1997-1998, l'effort fixé de 0,10 p.c. pour les groupes à risque pour 1999 et 2000, par analogie avec l'article 3 de la convention collective de travail du 22 mars 1995 (Reg. 37.788) et du 6 juin 1997, relatives au protocole d'accord national pour les années 1995-1996 et 1997-1998, versé dans le fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour le fibrociment", et appliqué pour la formation professionnelle en collaboration avec le "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)", l'Office régional bruxellois de l'emploi (ORBEM) et l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM)".

ARTICLE 8: AVANTAGES COMPLEMENTAIRES ACCORDES PAR LE FONDS SOCIAL POUR LE FIBROCIMENT.

Faisant suite à la convention collective de travail du 17 avril 1991 (Reg. 27.428), la prime syndicale sera portée à 4.500 F pour les actifs et à 3.600 F pour les non-actifs à partir de l'année de service 1999.

ARTICLE 9: INDEMNITE DE SECURITE D'EXISTENCE

L'indemnité de sécurité d'existence, fixée dans la convention collective de travail du 18 mars 1993, du 22 mars 1995 et du 6 juin 1997, est portée à 250 BEF par jour à partir du 1.7. 1999. Ce montant n'est pas indexé.

ARTICLE 10: FORMATION ET EMPLOI.

En application de la loi du 26 mars 1999, relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et pourtant des dispositions diverses, on prêtera une attention particulière à la formation permanente de toutes les catégories de travailleurs, entre autres également dans le cadre de la santé et de la sécurité.

Un rapport à ce sujet sera soumis pour discussion au Fonds social pour le fibrociment.

ARTICLE 11 : SECURITE D'EMPLOI ET REVENU GARANTI

La convention collective de travail du 18 mars 1993 (Reg. 32.494), relative à la sécurité d'emploi et au revenu garanti, prorogée par les conventions collectives de travail du 21 mars 1995 (Reg. 37.788) et du 6 juin 1997, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2000 inclus, tenant compte de la convention concernant le départ anticipé (voir article 4) comme exception à l'article 1er.

ARTICLE 12 : AUTRES CONDITIONS DE REMUNERATION ET DE TRAVAIL.

En outre, les conditions de rémunération et de travail suivantes restent ou sont d'application :

1. Accueil et adaptation des ouvriers/ouvrières

CCT du 16.06.1976 AR29.10.1976 MB 24.11.1976

2. Statut de la délégation syndicale dans les entreprises du secteur du fibrociment.

CCT du 11.08.1972 AR 05.12.1973 MB 18.01.1974

CCT du 13.05.1981 AR 12.05.1982 MB 18.06.1982

3. Intervention des employeurs dans les frais de transport.

CCT du 21.12.1988 et du 07.03.1989 AR 14.08.1989 MB 30.08.1989 Reg. 23.299

CCT n° 19ter du 05.03.1991 AR21.05.1991 MB04.06.1991

4. Perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des représentants des ouvriers et ouvrières

CCT du 19.12.1974 AR 14.04.1975 MB 01.10.1975

CCT du 21.12.1988 et du 07.03.1989 AR 14.08.1989 MB 30.08.1989 Reg. 23.301

5. Institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts.

CCT du 21.12.1988 et du 07.03.1989 AR 19.03.1990 MB 03.05.1990 Reg. 23.297

CCT du 22.05.1989 AR 19.03.1990 MB 03.05.1990 Reg. 23.524

6. Avantages sociaux complémentaires octroyés par le Fonds social pour le fibrociment.

CCT du 17.04.1991 Reg. 27.428

A partir de 1999, la cotisation au Fonds social pour le fibrociment est fixée à 1.550 BEF 1999 par trimestre par travailleur mentionné aux statistiques concernés de la déclaration à l'Office national de Sécurité sociale.

7. Jour de carence durant une incapacité de travail.

CCT du 17.04.1991 AR05.08.1992 MB 24.09.1992 Reg. 27.427

8. Indice.

CCT du 18.03.1993 Reg. 32.494

9. Durée de travail.

CCT du 22.03.1995 Reg. 37.788

La durée de travail maximale est de moyennant 37,75 h/semaine.

10. Salaire horaire.

Le salaire de production minimal pour le secteur est de 375,87 BEF, dans le régime de 38 h par semaine.

11. Primes d'équipe.

Les primes d'équipe, calculées sur le salaire de production minimale s'élèvent à :

- 5% pour l'équipe de la matinée : début entre 05 et 06 h fin entre 13 et 14 h

- 8% pour l'équipe de l'après-midi : début entre 13 et 14 h fin entre 21 et 22 h

- 40% pour l'équipe de nuit : début entre 21 et 22 h fin entre 05 et 06 h,

sauf dispositions plus favorables reprises dans une CCT d'entreprise ou règlement de travail.

12. Prime de fin d'année et/ou avantages extralégaux annuels.

La prime de fin d'année et/ou avantages extralégaux annuels s'élèvent à 8 % du montant des indemnités soumises à l'ONSS, en cas d'un an d'ancienneté au minimum. Elles doivent être payées au 20 janvier de l'année suivante au plus tard.

La présente disposition ne s'applique pas aux entreprises qui ont conclu une CCT d'entreprise à ce sujet avant le 01.01.1997.

13. Congé d'ancienneté.

L'employeur accorde un congé supplémentaire payé aux ouvriers/ouvrières ayant :

- a. 5 ans d'ancienneté effective au minimum : un jour de travail par an
- b. 10 ans d'ancienneté effective au minimum : deux jours de travail par an
- c. 15 ans d'ancienneté effective au minimum : trois jours de travail par an
- d. 20 ans d'ancienneté effective au minimum : quatre jours de travail par an
- e. 25 ans d'ancienneté effective au minimum : cinq jours de travail par an
- f. ans d'ancienneté effective : une période de congé unique de cinq jours de travail, selon les modalités d'application au niveau de l'entreprise.

14. Nouveaux régimes de travail

CCT du 04.11.1987	AR 06.05.1988	
CCT du 22.05.1989	AR 09.04.1990	MB 03.05.1990
CCT du 08.11.1990	AR 04.06.1991	MB 04.10.1991
CCT du 18.11.1991	AR 01.07.1992	MB 26.09.1992
CCT du 19.12.1995		Reg. 40.796
CCT du 22.12.1997		Reg. 47 084

Les présentes conditions ne portent pas atteinte à des régimes plus favorables, repris dans les CCT d'entreprise.

ARTICLE 13: DUREE

Durée de validité : 2 ans, à savoir à partir du 1er janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2000 inclus, à l'exception de l'article 1er, 2 et 3 jusqu'au 31 mars 2001 inclus.

ARTICLE 14 : PAIX SOCIALE

Les parties s'engagent à ne pas poser des revendications supplémentaires au niveau des entreprises ou de la sous-commission paritaire et de garantir la paix sociale, outre les avantages repris dans la présente convention collective de travail.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE VEZELCEMENT

CAO VAN 10 juni 1999

Protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1999-2000.

ARTIKEL 1 : BRUGPENSIOEN VANAF 58 JAAR.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1988 en 7 maart 1989 (Reg. 23.298) betreffende het conventioneel brugpensioen, verlengd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 17 april 1991 (Reg. 27.425), 18 maart 1993 (Reg. 33.272), 22 maart 1995 (Reg. 37.787) en 6 juni 1997 (Reg. 44.291), wordt verder verlengd tot en met 31 maart 2001.

ARTIKEL 2 : BRUGPENSIOEN VANAF 56 JAAR MET 20 JAAR PLOEGENARBEID MET NACHTDIENST, WAARVAN 10 JAAR IN DE SECTOR

Aansluitend bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1995 (Reg. 37.788), betreffende het protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1995-1996, en de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juni 1997, betreffende het protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1997-1998 (Reg. 44.291), wordt de brugpensioenleeftijd verlaagd tot 56 jaar voor arbeid(st)ers met een beroepsloopbaan als loontrekkende van 33 jaar en 20 jaar ploegenarbeid met nachtdienst, waarvan 10 jaar in de sector, en dit tot en met 31 maart 2001.

ARTIKEL 3 : HALFTIJD S BRUGPENSIOEN VANAF 55 JAAR.

Aansluitend bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1995 (Reg. 37.788), betreffende het protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1995-1996, die voltijds brugpensioen voorzag vanaf 55 jaar met een anciënniteit van 33 jaar, en de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juni 1997, betreffende het protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1997-1998 (Reg. 44.291), hebben de arbeid(st)ers de mogelijkheid op halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar mits een beroepsloopbaan als loontrekkende van 25 jaar, waarvan 10 jaar in de sector, en dit tot en met 31 maart 2001.

ARTIKEL 4: VERVROEGD UITTREDEN VANAF 55 JAAR

Arbeid(st)ers die ontslagen worden om economische of technische redenen en die de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben, genieten een extra légale bestaanszekerheidsvergoeding indien:

1. de werknemer op datum van uitdiensttreding de leeftijd van 55 jaar bereikt heeft ;
2. de werknemer blootgesteld is geweest aan het beroepsrisico asbest, volgens modaliteiten bepaald in de respectievelijke ondernemings-CAO's.

De opzegtermijn, die in de onderneming van toepassing is bij afdanking, dient te worden gepresteerd. Het bedrag van de bestaanszekerheidsvergoeding wordt vastgelegd volgens de modaliteiten, bepaald in de respectievelijke ondernemings-CAO's.

Op het ogenblik van de uitdiensttreding zal een individuele berekening worden opgemaakt van de bijkomende bestaanszekerheidsvergoeding. Deze vergoeding kan niet meer worden gewijzigd, behoudens wanneer en zoals de sociale uitkeringen geïndexeerd worden.

De aanvullende vergoeding zal enkel en alleen worden toegekend indien betrokkene recht heeft op werkloosheidsuitkeringen en wordt gegarandeerd tot betrokkene het rustpensioen heeft verkregen en is niet cumuleerbaar met brugpensioenvergoedingen of CAO 46.

Werknemers die méér dan 1 jaar afwezig zijn wegens ziekte komen voor deze uittreding niet in aanmerking, indien zij niet kunnen presteren gedurende de opzegtermijn.

De uitgekeerde bedragen zijn onderworpen aan fiscale inhoudingen.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR. CHIFFRE		
23 -06- 1999	14 -07- 1999	NR	
		51.480	01.06.1999 100F/106.03

De kost voor deze verbintenis zal in de kost van de **sectoriële CAO** van de sector vezelcement 1999-2000 worden opgenomen.

De kosten van de **voortzetting** van deze verbintenis zal ook in de CAO's van na 2000 worden **verrekend**. Dit **geldt** dus voor de **arbeid(st)ers** die na **31.12.2000 kunnen uitreden**.

Op 1.11.2000 zal **een evaluatie gebeuren** van de werkelijke t.o.v. de voorziene **kostprijs** van deze regeling. Een **eventueel** batig **saldo** zal omgezet worden in een verhoging van de **koopkracht**.

ARTIKEL 5 : VERBETERING CAO 46

De **wettelijke vergoeding** ter **aanvulling** van de **werkloosheidsuitkeringen**, die toegekend wordt in het kader van deze CAO, wordt **opgetrokken tot 5.000 BEF**, **niet geïndexeerd**, en dit **gedurende maximum 60 maanden**.

ARTIKEL 6 : KOOPKRACHT.

De uurlonen worden verhoogd met:

1% op 1 juli 1999

1% op 1 juli 2000.

S VK zal 80 % van deze laatste 1 % **reserveren** voor **herziening** van **loonclassificatie** en premies.

ARTIKEL 7 : RISICOGROEPEN.

In het kader van de **verlenging** van het **interprofessioneel akkoord** 1995-1996 en 1997-1998, wordt de vastgelegde **0,10 pct. inspanning** voor de **risicogroepen** voor 1999 en 2000 **naar analogie** met **artikel 13** van de **collectieve arbeidsovereenkomst** van **22 maart 1995** (Reg. 37.788) en **6 juni 1997**, **betreffende** het protocol van nationaal akkoord voor de jaren 1995-1996 en 1997-1998, gestort in het fonds voor bestaanszekerheid, "Sociaal Fonds voor de Vezelcement" genoemd, en aangewend voor beroepsopleiding in samenwerking met de **Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB)**, de **Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (BGDA)** en het "Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM)".

ARTIKEL 8: AANVULLENDE VOORDELEN TOEGEKEND DOOR HET SOCIAAL FONDS VOOR DE VEZELCEMENT.

Aansluitend op de collectieve arbeidsovereenkomst van **17 april 1991** (Reg. 27.428) wordt de **vakbondspremie** vanaf het dienstjaar 1999 gebracht op **4.500 BEF** voor **actieven** en op **3.600 BEF** voor de **niet-actieven**.

ARTIKEL 9: BESTAANSZEKERHEIDVERGOEDING

De **bestaanszekerheidsvergoeding** vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van **18 maart 1993**, **22 maart 1995** en **6 juni 1997** wordt vanaf **1.7. 1999** op **250 BEF** per dag gebracht; dit **bedrag** wordt niet geïndexeerd.

ARTIKEL 10: VORMING EN TEWERKSTELLING.

In toepassing van de wet van **26 maart 1999**, betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en **houdende** diverse bepalingen, zal bijzondere **aandacht** besteed worden aan de permanente vorming van **alle categorieën** van werknemers, onder meer ook in het kader van **gezondheid** en veiligheid. Een **rapportering** ter zake zal ter **bespreking** voorgelegd worden aan het Sociaal Fonds voor de Vezel-cement.

ARTIKEL 11 : VASTHEID VAN BETREKKINGEN WAARBORG VAN INKOMEN

De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 maart 1993 (Reg. 32.494), betreffende de vastheid van betrekking en waarborg van inkomen, verlengd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 21 maart 1995 (Reg. 37.788) en 6 juni 1997, wordt verder verlengd tot en met 31 december 2000, rekening houdend met de overeenkomst inzake vervroegd uittreden (zie artikel 4) als uitzondering op artikel 1.

ARTIKEL 12 ; ANDERE SECTORIËLE LOONS- en ARBEIDSVOORWAARDEN.

Bovendien blijven en worden volgende sectoriële loons- en arbeidsvoorwaarden van toepassing :

1. **Onthaal** en aanpassing van de arbeid(st)ers.
1 CAO van 16.06.1976 KB 29.10.1976 BS 24.11.1976
2. **Statuut van de vakbondsafvaardigingen in de ondernemingen van de bedrijfssector van de vezelcement.**
CAO van 11.08.1972 KB 05.12.1973 BS 18.01.1974
CAO van 13.05.1981 KB 12.05.1982 BS 18.06.1982
3. **Deelneming door de werkgevers in de vervoerkosten.**
CAO van 21.12.1988 en 07.03.1989 KB 14.08.1989 BS 30.08.1989 Reg. 23.299
CAO nr. 19 ter van 05.03.1991 KB 21.05.1991 BS 04.06.1991
4. **Vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de werknemers-vertegenwoordigers.**
CAO van 19.12.1974 KB 14.04.1975 BS 01.10.1975
CAO van 21.12.1988 en 07.03.1989 KB 14.08.1989 BS 30.08.1989 Reg. 23.301
5. **Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten.**
CAO van 21.12.1988 en 07.03.1989 KB 19.03.1990 BS 03.05.1990 Reg. 23.297
CAO van 22.05.1989 KB 19.03.1990 BS 03.05.1990 Reg. 23.524
6. **Aanvullende sociale voordelen toegekend door het Sociaal Fonds voor de Vezel-cement.**
CAO van 17.04.1991 Reg. 27.428
De bijdrage aan het Sociaal Fonds voor de Vezel-cement wordt vanaf 1999 bepaald op 1.550 BEF per kwartaal per werknemer die op het betrokken statistiekraam van de aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is vermeld.
7. **Carendag bij arbeidsongeschiktheid.**
CAO van 17.04.1991 KB 05.08.1992 BS 24.09.1992 Reg. 27.427
8. **Index.**
CAO van 18.03.1993 Reg. 32.494
9. **Arbeidsduur.**
CAO van 22.03.1995 Reg. 37.788
De maximale arbeidsduur bedraagt gemiddeld 37,75u/week.
10. **Uurloon.**
Het minimale productieloon voor de sector bedraagt 375,87 BEF, in het régime van 38u per week.
11. **Ploegpremies.**
De ploegpremies, berekend op het minimale productieloon van de sector, bedragen :
 - 5% voor de vroege ploeg : aanvang tussen 05 en 06u einde tussen 13 en 14u
 - 8% voor de late ploeg : aanvang tussen 13 en 14u einde tussen 21 en 22u
 - 40% voor de nachtploeg : aanvang tussen 21 en 22u einde tussen 05 en 06u,behoudens gunstiger bepalingen opgenomen in een ondernemings-CAO of arbeidsreglement.
12. **Eindejaarspremie** en/of jaarlijkse extra légale voordelen.
De eindejaarspremie en/of jaarlijkse extra légale voordelen bedragen 8% van het bedrag van de aan RSZ onderworpen vergoedingen, bij minimaal 1 jaar anciënniteit. Deze zijn betaalbaar uiterlijk 20 januari van het daaropvolgende jaar.
Deze bepaling is niet van toepassing op de ondernemingen die ter zake vóór 01.01.1997 een bedrijfs-CAO hebben afgesloten.
13. **Anciënniteitsverlof.**
Door de werkgever wordt betaald bijkomend verlof toegekend aan de arbeid(st)ers met:
 - a. minimum 5 jaar effectieve anciënniteit : jaarlijks één arbeidsdag
 - b. minimum 10 jaar effectieve anciënniteit : jaarlijks twee arbeidsdagen

13. Anciënniteitsverlof.

Door de werkgever wordt betaald bijkomend verlof toegekend aan de arbeid(st)ers met:

- a. minimum 5 jaar effectieve anciënniteit : jaarlijks één arbeidsdag
- b. minimum 10 jaar effectieve anciënniteit : jaarlijks twee arbeidsdagen
- c. minimum 15 jaar effectieve anciënniteit: jaarlijks drie arbeidsdagen
- d. minimum 20 jaar effectieve anciënniteit: jaarlijks vier arbeidsdagen
- e. minimum 25 jaar effectieve anciënniteit: jaarlijkse vijf arbeidsdagen
- f. 25 jaar effectieve anciënniteit: een éénmalige verlofperiode van vijf arbeidsdagen, volgens toepassingsmodaliteiten op ondernemingsvlak.

14. Nieuwe arbeidsregelingen

CAO van 04.11.1987	KB 06.05.1988	
CAO van 22.05.1989	KB 09.04.1990	BS 03.05.1990
CAO van 08.11.1990	KB 04.06.1991	BS 04.10.1991
CAO van 18.11.1991	KB 01.07.1992	BS 26.09.1992
CAO van 19.12.1995		Reg. 40.796
CAO van 22.12.1997		Reg. 47 084

Deze voorwaarden doen geen afbreuk aan gunstiger regelingen, opgenomen in ondernemings-CAO's.

ARTIKEL 13: DUURTIJD

Geldigheidsduur: 2 jaar, namelijk vanaf 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000, met uitzondering van artikel 1, 2 en 3 tot en met 31 maart 2001.

ARTIKEL 14 : SOCIALE VREDE

De partijen verbinden zich ertoe, benevens de voordelen vervat in deze collectieve arbeidsovereenkomst, geen verdere bijkomende eisen te stellen op het niveau van de bedrijven of het paritair subcomité en de sociale vrede te handhaven.